

Le nucléaire et les valeurs des français

Didier Witkowski, directeur Études, direction de la communication, groupe EDF
« Webinaire » SFEN du 16 octobre 2020

Environ 200 inscrits à ce premier « webinaire » organisé par la SFEN

Les notes qui suivent ne reprennent pas ce qui est présenté dans les articles parus dans la RGN n°4/2020. Les pourcentages cités ici devront être vérifiés au vu des supports de présentation qui seront diffusés par la SFEN.

Impact de la crise sanitaire

Après la crise sanitaire, la valeur « écologie » a fortement progressé (67 % des sondés lui accordent une importance primordiale) et se place en seconde position derrière la démocratie (69 %) et devant l'entreprise (49 %). C'est donc une valeur qui est devenue consensuelle. Viennent ensuite des valeurs à l'équilibre entre les pour et les contre : l'entreprise publique, la consommation, le libéralisme, ... Parmi les valeurs plutôt décriées, il y a le commerce international (43 % de - / 28 % de +), le souverainisme (51 % de - / 17 % de +) et la mondialisation (60 % de - / 17 % de +).

L'analyse des résultats des sondages sur plusieurs années montre que l'on n'est plus dans le même monde qu'en 2017 (élection d'Emmanuel Macron). Pour les français, la croissance ne peut être que « verte » (*note personnelle : pour autant qu'une croissance verte soit possible*). La priorité va à l'environnement, y compris dans les CSP supérieures.

92 % des français estiment que le changement climatique est une réalité et 70 % qu'il est d'origine humaine (il reste donc 30 % de climatocéptiques). Les proportions sont les mêmes dans les enquêtes à l'échelle mondiale.

Production électrique

Pour la production électrique, il y a une forte acceptation des ENR (solaire, hydraulique, éolien maritime et dans une moindre mesure terrestre) ; le nucléaire (38 % pour, 35 % contre, dont 15 % opposés, et 26 % ne se prononcent pas) et le gaz font débat ; le pétrole et le charbon sont majoritairement rejetés.

Est-ce la fin du purgatoire pour le nucléaire ? Le nucléaire est soutenu par les CSP supérieures et aisées. On enregistre une baisse de soutien parmi les CSP modestes, sans doute du fait de l'accent médiatique mis sur le coût du nucléaire (EPR, hausse des tarifs, ...), et chez les jeunes (néanmoins plus pro-ENR qu'antinucléaires). Nonobstant, les personnes qui sont sensibles aux problèmes du changement climatique restent plutôt majoritairement opposées au nucléaire.

Une majorité (53 %) de sondés ne croient pas à la possibilité d'une production électrique 100 % ENR dans 10 ans, contre 42 % qui y croient (ceux-ci étaient 65 % en 2010 !). Même parmi les sympathisants d'EELV, 40 % ne pensent pas cet objectif atteignable. Quant à se passer du nucléaire en 2050, c'est possible pour 44 % des sondés et impossible pour 47 %.

Nucléaire et CO₂

Il y a une valeur qui circule indiquant que 69 % de nos concitoyens penseraient que le nucléaire émet du CO₂ (*fréquemment citée par Sylvestre Huet dans son blog et par Jean-Marc Jancovici dans ses conférences*). Pourtant, les sondages effectués pour le

compte d'EDF concluent que 45 % des français disent que le nucléaire ne produit pas de CO₂ (réalité qui est claire à 62 % dans les CSP supérieures) et « seulement » 37 % (valeur en baisse au fil des années) qui pensent à tort que le nucléaire émet des gaz à effet de serre (dont la moitié qui n'est pas sûre de son opinion). Dans les médias, le nucléaire est maintenant très couramment associé à l'absence d'émission de CO₂.

Le nucléaire n'est pas envisagé par la population comme « la » réponse au changement climatique, en particulier parce qu'il est bien perçu que le nucléaire se concentre dans un domaine particulier (la production électrique) alors que le changement climatique étend ses problèmes dans une multitude de directions.

Avis des scientifiques

La perception des scientifiques par l'opinion publique dépend du sujet traité. Ainsi, quand les scientifiques parlent des ENR, 62 % des sondés leur accordent leur confiance, alors qu'ils ne sont que 37 % à les croire quand ils parlent de nucléaire !

EDF, du fait que son activité repose principalement sur le nucléaire, ne peut pas être crédible en promouvant le nucléaire, même avec son image positive de service public. D'autre part, la publicité, notamment télévisuelle, est un très mauvais moyen de faire de la pédagogie scientifique.

Le challenge, c'est la crédibilité du discours des scientifiques (cf. l'excellent article d'Étienne Klein dans la récente RGN 4/2020).

Les français sont très peu perméables à un discours radical sur le nucléaire. Ils observent les pro et les anti « se taper dessus », mais estiment que c'est un sujet trop compliqué, donc un domaine pour les « sachants ». Dans ces conditions, ils font confiance aux élites ; c'est pourquoi on observe une baisse du soutien au nucléaire après l'élection de François Hollande, puis une hausse des opinions favorables après le discours d'Emmanuel Macron fin 2018 donnant une place au nucléaire dans l'avenir.

Autres thèmes abordés (questions / réponses)

Au sujet de la fermeture de Fessenheim, l'opinion publique est assez partagée, notamment du fait des problèmes de sécurité, de tenue aux séismes, ... mis en avant pour justifier la décision. Alors que l'arrêt définitif du réacteur n° 1 en février a été traité de manière équilibrée par les médias, celle du réacteur n° 2 en juin a essentiellement été présentée comme une décision politique allant absurdement à l'encontre de la lutte contre le changement climatique.

Il y a en Europe une diagonale du refus du nucléaire : Danemark, Allemagne, Autriche et Italie. Les pays de l'Est y sont favorables. Le Royaume-Uni, la Belgique, la France et l'Espagne sont divisés, pour des raisons diverses et différentes.

La souveraineté (ou indépendance) nationale n'est plus un thème abordé (en matière d'énergie, les français s'intéressent plutôt aux prix et au service public), sauf dans les CSP supérieures et chez les personnes âgées.

Les indécis n'ont en général pas d'opinion car ils ne s'intéressent globalement pas à la vie publique. Les hésitants sont plutôt des personnes qui s'intéressent aux débats de société, mais qui restent prudents car ils jugent le thème compliqué. Ils sont d'ailleurs plutôt pour le nouveau nucléaire, ne serait-ce comme une assurance au cas où les ENR ne suffiraient pas à la consommation électrique.

Il n'y a pas de corrélation entre l'opinion sur l'énergie nucléaire et la fracture centres-villes / ruralité telle que mise en évidence par les gilets jaunes.